



Il est important que nous soyons ici réunis aujourd'hui, tant l'Hôpital Public symbolise les conséquences de la marchandisation de la Santé mais également les multiples attaques et le démantèlement de tous les Services Publics organisés par les gouvernements successifs.

La crise sanitaire catastrophique, inacceptable et intolérable qu'ont dû vivre les personnels, les salariés, les usagers et plus globalement la population, est bien révélatrice d'une crise économique de ce système capitaliste qui dicte ses choix en dehors des intérêts du monde du travail, de la jeunesse et des retraités, au profit d'une petite minorité.

La France, 6e puissance mondiale, qui a vu son PIB multiplié par 5 depuis l'après-guerre, il est impensable de manquer de masques, de gants et pourtant c'est arrivé !

La 6e puissance mondiale : il est inconcevable de manquer de lits de réanimation et pourtant c'est arrivé !

6 e puissance mondiale : c'est inimaginable la situation que nos anciens vivent dans les EHPAD et les plus jeunes dans les foyers et pourtant c'est arrivé !

6 e puissance mondiale : il est inacceptable d'avoir recouru à un confinement global national, sans y associer un plan de prévention (méthode qui relève du Moyen Âge), et pourtant c'est arrivé ! FATALITÉ NON !

Cette situation est bien issue des choix politiques faits par les gouvernements successifs qui, à coups de lois et de restrictions budgétaires, ont favorisé le monde de la finance avec ses actionnaires qui se gavent encore et toujours plus, accumulant des milliards d'€ volés aux salariés, aux usagers et remettant en cause la réponse aux besoins de tous.

C'est pour cela qu'il faut en finir avec :

- Les exonérations et suppressions de cotisations sociales qui affaiblissent notre Sécurité Sociale.

- Les cadeaux et les avantages offerts au grand patronat sous toutes leurs formes comme le CICE ou le pacte de compétitivité.
- Les 50 milliards de niches fiscales et les 80 milliards de fraude fiscale en renforçant les Finances Publiques.

C'est bien pour et par le vol de ces milliards offerts aux entreprises du CAC 40 que les gouvernements et leurs alliés détruisent tous nos Services Publics : Santé, Éducation, Énergie, Télécommunications, Transports et aussi nos Industries, remettant en cause notre modèle social.

Cela fait plusieurs années que la CGT dénonce l'absence de véritables négociations, le manque d'une réelle concertation et d'un réel dialogue social concernant les politiques de santé et d'action sociale.

La CGT, avec les personnels des établissements du sanitaire, médico-social et social privé et public, exige une refonte de notre système de santé et de protection sociale pour répondre aux nécessaires améliorations des conditions de travail, de vie des salarié.e.s et à l'amélioration de la qualité de prise en charge de la population.

A Arles comme partout en France, la colère des personnels est grande, elles et ils ne se contenteront plus de mesurées et de belles promesses sans lendemain, c'est grâce à leur détermination et à leur combat avec la CGT et d'autres organisations que le gouvernement se voit aujourd'hui obligé d'ouvrir un nouveau chantier avec le Ségur de la Santé qui doit se traduire par des réponses concrètes à leurs revendications.

L'Union Locale CGT d'Arles est et sera toujours aux côtés des agents, avec le syndicat CGT de l'hôpital pour revendiquer et obtenir un hôpital public digne du XXIème siècle qui réponde totalement aux besoins de la population arlésienne.

Ensemble, nous construisons la journée du 16 juin, journée de mobilisation des personnels hospitaliers, ou nous appelons tous les salariés, agents, privés d'emplois, retraités, jeunes, à rejoindre cette journée de mobilisation.

A l'occasion de cette journée nous revendiquerons :

- L'arrêt immédiat de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits.

- Un plan urgent de formation pluridisciplinaire de professionnel.le.s et un plan de recrutement pluridisciplinaire.
- La revalorisation générale des salaires passant notamment par l'augmentation du point d'indice et la reconnaissance des qualifications des professionnel.le.s pour un meilleur déroulement de carrière,
- L'égalité professionnelle pour les métiers hospitaliers à prédominance féminine.
- L'amélioration des conditions de travail, de vie des salarié.e.s et la reconnaissance de la pénibilité de ces métiers.
- L'abandon de la tarification à l'activité, l'augmentation des budgets des établissements ainsi qu'un projet de loi de Financement de la Sécurité Sociale qui réponde aux besoins.
- La garantie d'un accès de qualité, égalitaire et de proximité de soins et d'accompagnement social pour tou.te.s.
- De tirer des griffes du marché tous les secteurs essentiels à la vie, à commencer par la Santé et la Sécurité Sociale.
- Une relance de l'activité économique sous le contrôle de celles et ceux qui produisent, tenant compte de l'impératif climatique et visant à répondre aux besoins de la population et du pays.
- La relocalisation et la socialisation des outils de productions agricoles et industrielles.
- Des Services Publics de qualité accessibles à tous, pour tous.
- La justice sociale et fiscale.
- L'augmentation des salaires et l'égalité salariale femme/homme.
- Un avenir de progrès pour notre jeunesse.

Alors n'en déplaise à notre président, les jours heureux nous les construisons ensemble ! Comme l'ont fait nos anciens, pour vivre dignement.